Passer de la lutte contre le choléra à son élimination à l'aide d'investissements essentiels dans l'infrastructure de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène

État actuel du choléra dans l'île d'Hispaniola
L'une des plus grandes épidémies de choléra dans l'histoire moderne a commencé dans les départements de Centre et l'Artibonite d'Haïti en octobre 2010, 10 mois tout juste après le séisme dévastateur de janvier 2010. En l'espace d'un mois, le choléra s'est propagé dans tout Haïti et des cas ont été notifiés par son voisin, la République dominicaine. À la date du 25 décembre 2011, Haïti a notifié 522 335 cas, 281 440 hospitalisations et 7 001 décès,1 ce qui fait de cette épidémie de choléra la plus importante au monde depuis des décennies. En République dominicaine, 21 432 cas ont été notifiés, et 363 décès (152 confirmés en laboratoire).2

Le deuxième anniversaire du tremblement de terre marque le moment pour la communauté internationale de mettre fin au choléra et de porter les efforts sur les actions à court et à long terme pour aider les peuples d'Haïti et de la République dominicaine à combattre ce fléau. Notre but est d'assurer que le choléra ne reste pas endémique dans l'île d'Hispaniola.

Prévention et contrôle du choléra dans l'île d'Hispaniola
Au cours de l'année dernière, les Gouvernements d'Haïti et de la République dominicaine, appuyés par la communauté internationale, ont mis en œuvre des stratégies cruciales de prévention et de contrôle afin de réduire le nombre affligeant de victimes du choléra et de sauver des vies.3, 4

Ces stratégies comprennent :
Coordination et motivation des partenaires
Amélioration de la surveillance et de l'alerte précoce pour contrôler l'étendue de la maladie et déterminer les actions à poursuivre
Amélioration de l'accès à l'eau potable à l'aide de la chloration de l'eau au point d'eau, au foyer, en milieu scolaire et dans d'autres endroits clés
Promotion d'une hygiène sûre et d'autres pratiques préventives de santé publique
Encouragement aux pratiques et politiques de manipulation sûre des aliments
Amélioration de la gestion sûre des excréments et des déchets solides
Clarification du rôle des vaccins oraux contre le choléra à l'aide de projets pilotes de vaccination

Assurance des soins cliniques et d'un traitement de qualité au niveau des établissements de santé et de la communauté
Information, mobilisation et motivation de la communauté

Ces interventions destinées à sauver des vies doivent être poursuivies et renforcées, englobant des stratégies intégrées de prévention et de contrôle à travers les soins de santé primaires et les soins préventifs. Par exemple, dans la République dominicaine, les stratégies de réponse

ont amélioré l'accès à l'eau salubre et elles ont été combinées avec la mobilisation sociale et l'éducation pour améliorer les conditions dans les zones vulnérables.

Afin d'éliminer le choléra de l'île d'Hispaniola, nous devons accroître de manière urgente l'accès à l'eau et l'assainissement améliorés en Haïti, en cherchant à atteindre les niveaux de couverture régionaux en Amérique latine et dans les Caraïbes, en temps qu'élément d'une approche intégrée de la lutte contre la diarrhée. Le contrôle du choléra dans l'île d'Hispaniola sur le long terme bénéficiera en grande partie des investissements dans l'infrastructure de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène et du développement de la capacité institutionnelle pour faire fonctionner cette infrastructure et assurer son entretien.

Conditions actuelles de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène en Haïti et en République dominicaine
Haïti est de loin le pays le plus mal desservi de l'hémisphère occidental en ce qui concerne l'infrastructure de l'eau et de l'assainissement.5 Avant le séisme dévastateur de 2010, 63% des 10 millions d'habitants d'Haïti avaient accès à un point d'eau potable amélioré. L'accès à un assainissement amélioré est considérablement plus faible, et a en fait diminué de 26% de la population totale en 1990 à 17% en 2008. L'accès à un assainissement amélioré dans les zones rurales est faible à 10%, mais la couverture dans les zones urbaines est tout aussi alarmante, à 24%. Port-au-Prince, où vivent plus de 2 millions de personnes, est l'une des plus grandes villes au monde sans réseau municipal d'égouts. Cette situation doit changer.

Les chiffres de l'eau et de l'assainissement pour Haïti sont beaucoup plus faibles que les moyennes régionales pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et placent Haïti parmi les 12 pays les plus en retard au monde en termes de couverture de l'assainissement, selon les données du Programme de suivi conjoint de l'OMS/UNICEF (JMP) de 2010 pour l'adduction d'eau et l'assainissement. De plus, Haïti est l'un des rares pays au monde où la couverture globale de l'assainissement a baissé pendant la campagne des objectifs du Millénaire pour le développement, pour des raisons autres que la simple croissance démographique.
Couverture améliorée de l'eau et de l'assainissement en Haïti et en République dominicaine par rapport aux moyennes régionales
Indicateur
2008

Haïti
République dominicaine
Amérique latine et Caraïbes

Eau
63%
86%
93%

Assainissement
17% (était de 26% en 1990)
83%
80%

Élimination du choléra des pays latino-américains (PLA) : Leçons apprises
Pendant l'épidémie en Amérique latine dans les années 1990, le choléra s'était propagé dans plus de 20 pays dans les deux premières années. Des investissements agressifs par la communauté internationale dans l'infrastructure de l'eau et de l'assainissement et la promotion de la santé ont eu pour résultat des améliorations dans la qualité de l'eau potable, et une expansion rapide de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Ces actions ont contribué à la quasi élimination du choléra épidémique en Amérique centrale et en Amérique latine après huit ans,6,7 époque à laquelle l'épidémie avait provoqué quelque 10 000 décès et plus d'un million de cas de choléra. Ces augmentations de la couverture de l'eau et de l'assainissement, de concert avec un engagement politique renforcé, des ressources et l'élaboration de systèmes de surveillance pour détecter et contrôler la maladie, ont aidé à enrayer l'épidémie de choléra en Amérique latine. Ces efforts ont également donné lieu à des diminutions bien étayées d'autres maladies d'origine hydrique, telles que la fièvre typhoïde et l'hépatite A dans certains pays, et à des améliorations spectaculaires des chiffres de mortalité infantile.7,8 Plus important, il n'y a plus eu de choléra en Amérique latine après l'obtention de ces gains.

Une façon de progresser pour l'île d'Hispaniola : investir dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène
La situation actuelle de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène en Haïti est le résultat de décennies de négligence et d'investissement insuffisant. Pendant des dizaines d'années, le gouvernement haïtien et la communauté internationale n'ont pas réussi à assurer l'eau salubre et l'assainissement approprié aux citoyens d'Haïti. Nous avons une occasion passionnante de corriger cet échec. Cette entreprise nécessitera un engagement continu sur le long terme et des investissements à grande échelle de partenaires multiples. Pour enrayer l'épidémie actuelle de choléra et empêcher sa récurrence, nous devons poursuivre les investissements de WASH en mettant l'accent sur l'infrastructure à long terme et la capacité accrue en Haïti de faire fonctionner et d'entretenir cette infrastructure.

Les besoins sont bien connus et ne sont pas bon marché, mais ils sont essentiels pour éviter la maladie.9 Les coûts approximatifs estimés par la Banque interaméricaine de développement (BID), le Bureau du Premier ministre en Haïti et la Banque mondiale vont de $746 millions à $1,1 milliard.10,11

En mars 2010, la communauté internationale a promis des milliards pour venir en aide à la reconstruction en Haïti après le tremblement de terre,12 et des projets majeurs de WASH sont en cours pour renforcer les approvisionnements en eau des municipalités, fournir l'eau et l'assainissement aux personnes déplacées et dans les établissements de santé, améliorer le contrôle de la qualité de l'eau, acheter des produits WASH et fournir une formation aux agents de santé. Les États-Unis ont engagé plus de $3 milliards en secours humanitaire et en assistance à la reprise et à la reconstruction. La BID a également engagé un financement de $65 millions pour étendre la couverture de l'eau et de l'assainissement depuis le séisme.

Toutefois, il faut d'autres partenaires pour répondre au déficit de financement dans l'infrastructure pour l'eau et l'assainissement. En outre, l'agence pour l'eau et l'assainissement d'Haïti, la DINEPA, a également mis en place un plan stratégique en réponse au choléra, qui concentre les efforts sur la chloration de l'eau des foyers et de la communauté, l'assainissement, l'hygiène et l'éducation en santé.

Les organisations non gouvernementales (ONG) se sont considérablement investies dans des projets d'eau, d'assainissement et d'hygiène, bien que la plupart de ces investissements aient été consacrés à des mesures à court terme, telles que le transport de l'eau par camions à des installations temporaires de fortune établies après le séisme. Des projets en perspective, tels que l'amélioration des approvisionnements en eau à petite échelle, l'expansion de la couverture à l'aide de latrines ménagères, et l'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les établissements de santé, peuvent, et devraient, démarrer rapidement pour commencer à améliorer la situation de l'eau et de l'assainissement, à Port-au-Prince en particulier. En République dominicaine également, des efforts considérables ont été entrepris pour diminuer les conséquences que la flambée de choléra en Haïti peuvent avoir pour le pays, tels la coordination sectorielle, la communication et la mobilisation communautaire, de même que les interventions en matière d'assainissement et d'hygiène au niveau scolaire et communautaire, entre autres.

L'OPS, les CDC et l'UNICEF estiment que quatre processus essentiels doivent se produire :

Solidifier en priorité l'infrastructure de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pour les gouvernements et la communauté internationale. Ce processus constitue la première partie d'un dialogue international qui doit continuer à créer l'appui et la volonté politique pour cet investissement.

Créer un groupe de travail pour l'infrastructure de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Avec la direction des Gouvernements de la République dominicaine et d'Haïti, nous encourageons la discussion par un groupe clé d'experts internationaux en eau et assainissement membres de gouvernements, d'ONG et de fondations privées, pour développer un plan détaillé d'infrastructure pour Haïti et la République dominicaine.

Élaborer un plan détaillé et un calendrier pour l'infrastructure de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Une stratégie intégrée devrait être établie par les gouvernements d'Haïti et de la République dominicaine avec l'assistance du groupe de travail. Elle devrait être fondée sur une analyse détaillée de l'infrastructure existante, en identifiant les priorités géographiques et sectorielles pour les investissements de WASH. En parallèle aux interventions en matière d'infrastructures, ce plan devra prendre en considération des interventions complémentaires de WASH comme le changement des comportements et les efforts de mobilisation de la communauté. Un plan d'exécution et un calendrier détaillés devront suivre et les engagements existants pour les investissements dans l'eau et l'assainissement devront être revus dans le contexte de ce plan.

Honorer les fonds promis après le tremblement de terre et recruter de nouveaux partenaires. Moins de la moitié des $11 milliards promis pour la reconstruction après le séisme en Haïti ont été dépensés ou engagés dans des activités en Haïti. Affecter environ 10% des fonds promis pour satisfaire les besoins critiques en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, représente un investissement essentiel pour l'avenir de la République dominicaine et d'Haïti.

Avec la collaboration des partenaires et l'utilisation des fonds déjà promis, nous pouvons faire une différence incroyable en sauvant un plus grand nombre de vies et en réduisant la maladie loin dans le futur.
Références :

1. Ministère de la Santé Publique et de la Population. Rapports journaliers du MSPP sur l'évolution du choléra en Haïti. 2010 [cité le 29 décembre 2011]. http://www.mspp.gouv.ht/site/downloads/Rapport%20journalier%20MSPP%20du%2018%20decembre%202011.pdf

2. Ministry of Public Health of the Dominican Republic. Weekly epidemiological bulletin number 51, 24 December, 2011 [en espagnol] [cité le 29 décembre 2011]. http://www.sespasdigepi.gob.do/documentos/Boletin%20Semanal%202011/BoletinEpidemiologico Semanal-SE51-2011.pdf

3. Tappero JW, Tauxe RV. Lessons learned during public health response to cholera epidemic inHaiti and the Dominican Republic. Emerg Infect Dis. 2011;17:2087-2093.

4. Ivers LC, Farmer P, Almazor CP, Leandre F. Five complimentary interventions to slow cholera:Haiti. Lancet. 2010;376:2048-51. Doi:10.1016/S0140-6736(10)62243-X

5. World Health Organization/UNICEF. 2010. Progress on sanitation and drinking-water: 2010 update. Geneva: World Health Organization; 2010.

6. Sepulveda J, Valdespino JL, García-García L. Cholera in Mexico: The paradoxical benefits of the last pandemic. Intl J Infect Dis 2006;10:4-13.

7. Gaffga NH, Tauxe RV, Mintz ED. Cholera: a new homeland in Africa? Am J Trop Med Hyg 2007;77(4):705-713.

8. Gutiérrez G, Tapia-Conyer R, Guiscafré H, Reyes H, Martinez H, Kumate J. Impact of oral rehydration and selected public health interventions on reduction of mortality from childhood diarrhoeal diseases in Mexico. Bull World Health Org. 1996;74(2):189-197.

9. Hutton G, Haller G, Bartram J. Estimating the costs and health benefits of water and sanitation improvements at global level. J Water Health 2007;05.4:467-480.

10. Inter-American Development Bank, Water and Sanitation Initiative. Drinking Water, Sanitation, and the Millennium Development Goals in Latin America and the Caribbean. Washington: The Bank; 2010.

11. Haiti earthquake PDNA: Assessment of damage, losses, general and sectoral needs. Annex to the action plan for national recovery and development of Haiti. Office of the Prime Minister. March 2010.

12. Haiti Country Strategy Update. [cité le 22 décembre 2011].

http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=35285026